

ARRETÉ

Autorisant la société ONYX ARA  
à exploiter en ZI de Gerzat Sud  
sur le territoire de la commune de GERZAT  
un centre de transit de déchets industriels spéciaux

Le Préfet de la région Auvergne  
préfet du Puy-de-Dôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et plus particulièrement le titre 1<sup>er</sup> *eaux et milieux aquatiques* du livre II, les titres 1<sup>er</sup> *installations classées pour la protection de l'environnement* et IV *déchets* du livre V ;

**Vu** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;

**Vu** la demande par laquelle M. Jean PRADAT, directeur de l'agence régionale de la SA ONYX ARA, dont le siège social est 235, Cours Lafayette 69006 – LYON, sollicite l'autorisation d'exploiter un centre de transit de déchets industriels spéciaux en Zone Industrielle de Gerzat Sud sur le territoire de la commune de GERZAT ;

**Vu** l'enquête publique, prescrite par l'arrêté préfectoral n° 152 du 29 mai 2000, qui s'est déroulée du 26 juin au 25 juillet inclus ;

**Vu** le registre d'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur ;

**Vu** les avis émis au cours de l'instruction administrative réglementaire ;

**Vu** l'avis et les propositions de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 15 DEC. 2000

**Considérant** qu'aux termes de l'article L512-1 du code de l'environnement, livre V titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telle qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement.

**Sur proposition** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

## A R R E T E

### TITRE 1<sup>er</sup> - PORTEE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1

##### 1.1 – Bénéficiaire et classement

La S.A. ONYX ARA, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter en Zone Industrielle de Gerzat Sud sur le territoire de la commune de GERZAT un centre de regroupement et de transit de déchets industriels spéciaux, d'une capacité globale de 4500 t/an, répertorié par les rubriques suivantes :

Número	Désignation des activités	A, D, NC1	Activité du site et volume
167	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) :		
	a) Stations de transit	A	
	c) Traitement	A	Prétraitement : mélange, décantation
322	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) :		Présence de Déchets Ménagers Spéciaux en provenance des ménages (mais pas d'ordures ménagères)
	A. Stations de transit	A	
1131	Substances et préparations toxiques (emploi ou stockage de) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que le méthanol :		Produit présent dans les PCL
	2. Substances et préparations liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :		
	c) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	D	Quantité maximale de 9,5 t
1432	Dépôts aériens de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) :		Quantité totale - solvants en fûts : 21,3 m <sup>3</sup>

- 1 A : régime d'autorisation  
B : régime de déclaration  
NC : non classé

Numéro	Désignation des activités	A, D NC1	Activité du site et volume
	(Catégorie et capacité équivalente définies par la rubrique 1430)  2 b) représentant une capacité nominale totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> et inférieure à 100 m <sup>3</sup>	D	- solvants chlorés en fûts : 21,3 m <sup>3</sup> - solvants en cuve : 30 m <sup>3</sup> - solvants en quantité dispersée dont  500 l de solvants de PR < 0°C : < 10 m <sup>3</sup> soit < 85 m <sup>3</sup>
2515	Broyage de produits minéraux naturels ou artificiels  La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :  2. Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	D	Puissance du broyeur de fûts : 150 kW
2662	Matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques (stockage de )  1. Polyoléfines (polyéthylène, polypropylène et copolymères associés), polystyrène, polyesters, polycarbonates, caoutchoucs et élastomères :  Le volume étant : inférieur à 100 m <sup>3</sup>	NC	Volume de récipient plastiques stockés : 40 m <sup>3</sup>

Des plans matérialisant, la situation de l'installation, ses limites et les équipements des principaux bâtiments (des solides, des liquides et solvants, des DTQD/DMS) sont annexés en au présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

Le présent arrêté vaut également autorisation de rejets dans le milieu récepteur.

## **1.2 – Conditions préalables**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements en vigueur (permis de construire, etc...).

L'autorisation est accordée sous la réserve des droits des tiers.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions fixées ci-dessus et à toutes celles que l'Administration jugerait nécessaire de lui imposer ultérieurement dans l'intérêt de la santé, de la salubrité et de la sécurité publiques, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi.

La présente autorisation cessera de produire effet si l'installation dont il s'agit n'est pas ouverte dans un délai de trois ans à compter de sa notification ou lorsque l'exploitation reste inexploitée pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) (parties législative et réglementaire) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **TITRE II - DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 2**

#### **2.1 - Conformité au dossier déposé**

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront si nécessaire adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Conformément aux plans joints à la demande d'autorisation, le centre de transit occupe une partie des parcelles n° 58, 79, 76, 75 et 71 du plan cadastral de la commune de GERZAT pour une superficie d'environ 4 000 m².

#### **2.2 - Modifications**

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **2.3 - Changement d'exploitant**

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

#### **2.4 - Arrêt définitif des installations**

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au préfet du département, conformément au décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34.1). Elle doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents (puits, citerne, etc),
- la surveillance à posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement.

#### **2.5 - Objectifs de conception**

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

## **ARTICLE 3**

### **3.1- Rapport annuel**

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse portant :

- sur la nature, la quantité et la provenance des déchets admis sur le centre,
- sur la quantité des déchets ayant subi des opérations de prétraitement (décantation, mélange, broyage),
- sur le bilan matière des déchets entrés et sortis
- sur la destination finale des déchets (filieres d'élimination et de valorisation)
- ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation de l'installation de transit dans l'année écoulée.

### **3.2- Bilan de fonctionnement**

Tous les dix ans, l'exploitant adresse au préfet un bilan de fonctionnement portant sur l'ensemble des installations.

Le bilan de fonctionnement décennal comportera les éléments énumérés à l'article 2 de l'arrêté du 17 juillet 2000 pris en application de l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre modifié.

### **3.3 - Incident grave - Accident**

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident, indiquant toutes les mesures prises à titre conservatoire ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement

### **3.4 – Information sur l'exploitation**

Conformément au décret du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévu à l'article 3-1 de la loi du 15 juillet 1975, et à l'occasion de la mise en service de son installation, l'exploitant adresse au maire de la commune où elle est située un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité.

Il assure l'actualisation de ce dossier.

### **TITRE III – DECHETS ADMISSIBLES ET MODALITES D'ADMISSION**

#### **ARTICLE 4**

##### **4.1 – Origine géographique des déchets**

Les déchets proviennent principalement des 4 départements de la région Auvergne et plus particulièrement des activités industrielles des secteurs de Clermont-Ferrand, Issoire, Riom et Thiers.

##### **4.2 – Déchets admissibles**

Le site de transit et regroupement est prévu pour recevoir au maximum 4500 t/an de déchets parmi lesquels on distingue ceux énumérés ci-après.

###### **4.2.1 – Déchets liquides**

- déchets halogénés : solvants, mélange eau/solvants, huiles chlorées, déchets chimiques divers...
- déchets non halogénés à haut pouvoir calorifique : solvants, résidus de distillation, huiles non régénérables, rebut de fabrication...
- déchets non halogénés à faible pouvoir calorifique : mélange eau/solvants, fluides de coupe, ...

→ Le conditionnement des déchets liquides est réalisé soit en vrac (camions-citernes), en fûts de 200 litres ou en conteneurs de 1 000 litres.

→ Stockage d'au maximum 212 fûts (solvants halogénés et non halogénés), correspondant à 42,4 m<sup>3</sup> de liquide soit 33 t maximum en fûts, le temps maximal de stockage des fûts est de 90 jours.

→ Le flux maximal annuel des liquides en vrac est de 1 100 tonnes.

Les conditionnements inférieurs à 200 litres sont considérés comme DTQD et dirigés vers le bâtiment prévu à cet effet.

###### **4.2.2 – Déchets solides**

Tout type de déchets industriels spéciaux solides sont concernés notamment :

- déchets d'usinage,
- tout type de matériaux (textiles, papiers...) souillés par des liquides toxiques (huiles, métaux lourds...),
- boues minérales et boues d'hydroxydes,
- sables de fonderie,
- déchets contenant de l'amiante (amiante libre et amiante liée).

Stockage sur site de 90 m<sup>3</sup> pour les bennes, 40 m<sup>3</sup> au maximum pour les bonbonnes de 20 à 30 litres. Le flux annuel total de déchets solides est de 2 500 tonnes.

Le conditionnement des déchets solides est en bennes de 15 m<sup>3</sup> et big-bags.

Les flocages, les éléments de protection ou les poussières contenant de l'amiante sont conditionnés en double emballage étanche conformément au décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante.

Les plaques, éléments longs doivent être empilés régulièrement sur palettes. La hauteur maximale doit être de un mètre. Chaque palette est filmée à l'aide de plastique épais thermorétractable ou d'une housse.

#### 4.2.3 – DTQD/DMS/PPNU

Les déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD) sont issus notamment des PME/PMI, des artisans, des commerces, des administrations :

- peinture, colorant, vernis, laques,
- produits d'entretien périmés,
- cartouches de toner,
- piles, accumulateurs,
- solvants,
- emballages souillés ayant contenu des produits toxiques (peinture, solvants, herbicide, fongicide...),
- tubes néons,
- fixateur et révélateur photo,

Les déchets ménagers spéciaux (DMS) proviennent des ménages par le biais de collectes spécifiques ou déchetteries :

- piles (alcalines, piles au mercure) et accumulateurs usagés (batteries),
- peintures, colorants, laques,
- solvants, diluants,
- produits périmés (jardinage, engrais...),
- produits d'entretien (nettoyage, chaussures, soude...),
- aérosols,
- tubes néons,
- fixateur photos,
- matériaux contenant de l'amiante (planches à repasser,...).

Les produits phytosanitaires non utilisés (PPNU) proviennent essentiellement de l'agriculture :

- herbicides,
- insecticides,
- engrais liquides,

L'activité de transit de DTQD, DMS et PPNU représente une quantité maximale de 600 t/an.

Tous les types de conditionnements sont admis, les produits étant regroupés par famille

dans des bacs adaptés en plastique constituant rétention.

#### **4.2.4 – PCL/ELLS**

Produits Chimiques de Laboratoire (PCL) ainsi qu' Effluents de Laboratoire Liquides ou Solides (ELLS) du secteur de l'enseignement (lycées, facultés...) et de la recherche, mais aussi des établissements de santé (hôpitaux, cliniques, laboratoires d'analyses,...), de l'industrie,...

Réactifs chimiques utilisés ou non, d'emballages souillés :

- acides, bases,
- solvants chlorés ou non, alcools, aromatiques,
- liquides contenant des métaux lourds (Cd, Pb,...),
- catalyseurs usagés (Hg, Ni,...)
- emballages souillés.

L'activité de transit de PCL et ELLS représente une quantité maximale de 200 tonnes/an.

Tous les types de conditionnement sont admis, les produits sont regroupés par famille sur le site.

#### **4.3 - Déchets non admissibles**

Les déchets non admissibles sur le centre de transit sont :

- les gaz
- les peroxydes
- les déchets à caractères explosifs
- les déchets biologiques ou anatomiques d'hôpitaux ou de laboratoires,
- les déchets radioactifs (portique de détection à l'entrée du site)
- les déchets banals ou urbains
- les huiles minérales ou synthétiques usagées collectées dans le cadre de l'arrêté du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées (agrément nécessaire)
- les déchets carnés.

#### **4.4 - Modalités d'admission des déchets**

L'exploitant mettra en œuvre tous les moyens dans le cadre de l'admission des déchets – identification, contrôle de conformité, contrôle de compatibilité, analyses, - permettant de s'assurer une parfaite connaissance de leur nature et des risques qu'ils peuvent représenter.

Sur le principe, la société ONYX doit obtenir des producteurs de déchets tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.

La société ONYX, doit être informé des problèmes que peuvent créer les mélanges, et en cas d'erreur, des dangers et surcoûts qu'ils peuvent occasionner pour les centres d'élimination.



#### **4.5 - Réception et enlèvement des déchets**

Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur.

A la réception des déchets, l'exploitant :

- vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance notamment de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet,
- procède à des tests d'identification,
- prélève un échantillon représentatif.

Lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant :

- confirme au producteur la destination donnée au déchet
- transmet à l'éliminateur les documents mentionnant l'origine du déchet et tous les renseignements fournis par le producteur.

L'exploitant informe producteur et éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.

#### **4.6 - Registre d'entrée et sortie**

**Registre d'entrée** : chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchet, les modalités de transport, l'identité du transporteur et les résultats des tests ou analyses de réceptions (ou la référence de la fiche d'analyses). Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

**Registre sortie** : chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

**Registre d'opération ou journal** : pour tout regroupement (mélange) de déchet l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés, et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves.

Chaque opération effectuée sur les déchets dans le centre est notée sur un carnet de bord qui est archivé 3 ans.

L'exploitant vérifie à date fixe la cohérence en terme de bilan matière des déchets, entrés et sortis.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, et une déclaration au moins trimestrielle de la gestion des déchets lui est adressée par l'exploitant.

## **TITRE IV - IMPLANTATION - AMÉNAGEMENT - EXPLOITATION**

### **ARTICLE 5**

#### **5.1 – Implantation**

Les zones de stockage et manipulation des déchets sont éloignées d'au moins 200 mètres de tout immeuble habité ou occupé par des tiers.

#### **5.2 - Intégration dans le paysage**

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement (engazonnement et plantations d'arbres et arbustes).

#### **5.3 – Clôture et accès**

Les installations sont entourées d'une clôture réalisée en matériaux suffisamment résistants, d'une hauteur minimale de 2,5 mètres. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). Les accès doivent être munis d'un portail fermant à clé.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations.

#### **5.4 – Surveillance**

Les installations doivent être gardiennées en permanence pour éviter toute intrusion sur le site (gardien, chien ou dispositif de télésurveillance).

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

#### **5.5 - Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et qui sont à la charge de l'exploitant, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués à l'émission ou dans l'environnement, par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions prises au titre de la réglementation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés durant trois ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées, qui pourra demander par ailleurs que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Sauf accord préalable de l'inspecteur des installations classées, les prélèvements, mesure et analyse respecteront les méthodes normalisées prévues par l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

## **5.6 – Aménagements**

L'équipement et l'aménagement des locaux sont conformes aux plans joints en annexe du présent arrêté. Les points particuliers ci-après relatifs aux capacités de stockage sont respectés.

### **5.6.1 - Stockages en réservoirs**

La capacité des réservoirs de stockage de déchets liquides n'excède pas 30 m<sup>3</sup>.

Les réservoirs sont aménagés et positionnés de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet des véhicules.

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires à la prévention des émissions de vapeurs et d'odeurs. Si les déchets stockés présentent une gêne olfactive, sont volatils (tension de vapeur du déchet supérieure à 100 mb, à 25°C ou à la température de stockage si elle est supérieure) ou émettent des vapeurs d'une certaine toxicité, les réservoirs de stockage doivent être fermés ou mis en dépression et les gaz collectés puis traités.

Des dispositifs de mesure de niveau équipent les cuves de déchets liquides.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux citernes mobiles séjournant sur le site.

Toutes les aires de dépotage doivent être en rétention, correctement entretenues et nettoyées.

Les matériaux constitutifs des cuves sont compatibles avec la nature des déchets qui y seront stockés, et leur forme permet un nettoyage facile.

### **5.6.2 – Stockages en fûts**

Le stockage en fûts (200 l) est limité à une capacité de stockage 212 fûts.

Toutes dispositions sont prises pour qu'un fût ne séjourne en stock plus de 90 jours.

L'empilement des fûts est limité à 3 hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état et à 2 hauteurs dans tous les autres cas. La stabilité mécanique des stockages doit être assurée.

Les dépôts sont conçus pour permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de fûts (à ce titre, des groupes de quatre palettes de fûts ou des rangées d'une largeur de deux palettes sont acceptables).

Les autres contenants mobiles ne sont pas empilés avec les fûts.

L'industriel débarrasse l'aire de stockage de tout contenant percé au fuyant dès sa

détection.

Les chargements et déchargements se font sur aire étanche et en rétention.

Les fûts vides sont évacués au fur et à mesure et restent au maximum 1 mois sur le centre. Leur destination est spécifiée et enregistrée.

### **5.6.3 – Produits en vrac**

Les stocks de produits solides en vrac, susceptibles de se solubiliser à l'eau sont abrités de la pluie et protégés contre les envols de matière fine ou pulvérulente.

## **5.7 – Lavage, nettoyage et contrôle des véhicules**

Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles seront souillées.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que le centre soit propre et pour que les roues et bas de caisse des camions entrant ou quittant le centre soient propres.

L'exploitant doit s'assurer que les véhicules arrivant à son installation sont conçus pour vider entièrement leur contenu, et vérifier que le déchargement du véhicule est effectué complètement.

Les eaux de lavage des roues, cuves, bennes... des véhicules sont dirigées vers la cuve de stockage des déchets liquide souillés. Aucun rejet de ces eaux dans le milieu naturel ou dans un réseau collectif n'est admis.

L'exploitant vérifie tous les véhicules transitant dans l'installation, même s'il n'en est pas propriétaire ou gestionnaire.

→ L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses (par exemple, en demandant de se faire présenter la carte jaune du véhicule) et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement et ceux ne se soumettant pas aux obligations de lavage.

→ Un dispositif de contrôle doit être installé à l'entrée de l'installation de stockage afin de mesurer le tonnage des déchets admis. Un contrôle de non-radioactivité des déchets est opéré à l'entrée du site.

## **5.8 - Transvasement**

### **5.8.1 – Mesures de précautions**

Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule l'exploitant s'assure que :

- • le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être

- transporté ;
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet ;
  - le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité ;
  - le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.

### **5.8.2 - Moyens de transvasement**

L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chariot élévateur pont roulant...) avec les déchets. Il s'assure que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité. Il s'assure que les opérations de déchargement, chargement, transvasement, ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

### **5.8.3 - Les cuves**

Elles ont une affectation précise et sont clairement identifiées. L'exploitant tient une chronique la plus précise possible des déchets qui ont été entreposés dans chaque cuve.

Les points de déchargement de produits incompatibles sont séparés. Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques (notamment du fait des véhicules). Inspection des cuves.

L'exploitant procède ou fait procéder à 2 inspections visuelles par an des cuves et à une épreuve hydraulique périodique avec une surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bars. Les fréquences d'épreuves sont à moduler en fonction de la nature des produits : 1 an pour les acides, 5 ans pour les solvants et 10 pour les huiles solubles et eaux souillées.

Les cuves sont régulièrement débarrassées des dépôts ou tartres.

## **5.9 – Déchargement et chargement**

Les opérations de déchargement des déchets (fûts, bacs, big-bags...) et de chargement sont effectuées sur une aire couverte, imperméabilisée et sous rétention. L'aération de la zone est assurée par des ouvertures en nombre suffisant.

## **5.10 – Prétraitement**

Les opérations de prétraitement se limitent à :

- la séparation physique liquide-solide de certains mélanges contenant des matières en suspension. Cette opération est réalisée dans une fosse de décantation couverte.
- Au mélange des déchets compatibles entre eux. Cette opération n'est effectuée que lorsque les résultats des tests de compatibilité entre produits sont connus.
- Au broyage des fûts considérés comme inutilisables. Les déchets broyés sont stockés dans une benne appropriée, avant envoi vers une filière de récupération du métal ou

plastique. Le broyeur est équipé de systèmes électriques et électrostatiques antidéflagrants.

Les opérations de dilution des déchets sont interdites.

L'exploitant assure la transparence des opérations de prétraitement qu'il a réalisées à l'égard tant des producteurs que des éliminateurs qui doivent avoir accès aux données techniques (origines, natures,...) nécessaires.

#### **5.11 - Filières**

L'exploitant s'assure qu'il dispose de filières destinées à éliminer les déchets qu'il a stockés, regroupés ou prétraités.

Seules sont utilisées les filières de traitements physico-chimiques, d'incinération, de valorisation ou d'enfouissement de classe 1, régulièrement autorisées.

#### **5.12 - Maintenance - Provisions**

Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement doivent être entretenus régulièrement. En particulier, les appareils de mesure fonctionnant en continu sont vérifiés et calibrés à des intervalles réguliers.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipement utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

### **TITRE V - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR**

#### **ARTICLE 6**

##### **6.1 – Règles générales**

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz en quantités susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique ;

Tout brûlage à l'air libre de quelque nature qu'il soit, et notamment de déchets est interdit.

##### **6.2 – Aménagements des ateliers et stockages**

Les ateliers et zones de stockages sont ventilés efficacement, mais toutes dispositions sont prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par la dispersion des poussières, ni par des émanations nuisibles ou gênantes.

Les dispositions nécessaires sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de danger pour la santé et la sécurité publiques.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80µm) et les produits pulvérulents non stabilisés sont confinés (réceptiers, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, écran, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

## **TITRE 6 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 7**

#### **7.1 - Règles générales**

La centre de transit n'est pas à l'origine de rejets d'eaux usées industrielles. Seules les eaux pluviales sont rejetées dans le milieu naturel et les eaux sanitaires dans le réseau collectif communal.

#### **7.2 - Prélèvements**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau.

En cas de raccordement à un réseau public, l'installation doit être équipée d'un clapet anti-retour, d'un disconnecteur hydraulique à zone de pression réduite contrôlable ou de tout autre dispositif équivalent.

#### **7.3 - Conditions de rejets au milieu récepteur**

##### **7.3.1 - Les eaux de lavage**

Les eaux de lavage des fûts, des citernes ayant contenus des déchets, des véhicules ainsi que les eaux de ruissellement des aires susceptibles d'être contaminées par les déchets sont dirigées vers la cuve de stockage des eaux souillées et éliminées comme les déchets industriels spéciaux.

### **7.3.2 – Les eaux pluviales**

Les eaux pluviales en provenance des toitures sont regroupées et envoyées dans un bassin d'infiltration écrêteur de pointe conformément au règlement de la zone industrielle.

Les eaux pluviales en provenance des surfaces imperméabilisées (hors toitures) sont centralisées par le réseau pluvial interne jusqu'au niveau du bassin d'orage étanche. Le rejet de ces eaux peut être stoppé en cas d'accident entraînant un risque de pollution. Ce réseau de collecte des eaux pluviales est équipé d'un système séparateur/déshuileur afin de débarrasser l'eau des hydrocarbures et des huiles. Après passage dans le bassin d'orage les eaux sont rejetées dans le réseau d'eau pluvial de la ville.

### **7.3.3 – Les eaux sanitaires**

Les installations sanitaires sont reliées au réseau d'évacuation communal.

## **7.4 - Prévention des pollutions accidentelles**

### **7.4.1 - Règles générales**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et la construction des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

### **7.4.2 - Cuvette de rétention**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La cuvette de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.



Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauge de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteur de remplissage.

L'étanchéité des réservoirs et des dispositifs de rétention doit être contrôlable à tout moment. Elle devra faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

#### **7.4.3 - Rétention des aires, locaux de travail**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes doivent être étanches et reliées à la cuve de stockage des eaux souillées.

L'exploitant devra disposer d'une pompe de relevage destinée à récupérer les eaux susceptibles d'être polluées pour les stocker provisoirement dans un dispositif de rétention disponible.

#### **7.5 - Valeurs limites et suivi des eaux pluviales**

Les eaux pluviales rejetées doivent respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée (proportionnel au débit) :

. pH	compris entre 5,5 et 8,5	(NFT 90 008) (1)
. Température	inférieure à 30°C	(NFT 90 100) (1)
. MEST(2)	inférieur à 35 mg/l	(NFT 90 105) (1)
. DCO (3)	inférieure à 125 mg/l	(NFT 90 101) (1)
. Hydrocarbures	inférieurs à 10 mg/l	(NFT 90 114) (1)

#### **7.6 - Contrôle**

L'émissaire de rejet permet des mesures de débit et des prélèvements. L'exploitant réalise une autosurveillance périodique de ces rejets ou une mesure à l'occasion de chaque rejet exceptionnel.

#### **7.7 - Eaux souterraines**

Un contrôle piézométrique de la qualité des eaux souterraines est réalisé à partir de deux piézomètres placés en amont et en aval hydraulique du site. Il est procédé à des analyses d'une

fréquence au moins trimestrielle sur les paramètres représentatifs suivants : pH, COT, DBO, DCO, phénols, solvants chlorés, hydrocarbures, mercure, arsenic, cyanures libres.

Les résultats des contrôles périodiques sont portés à la connaissance du service d'inspection des installations classées.

Dans le cas où l'évaluation de l'évolution des analyses périodiques le permettrait, la fréquence des prélèvements pourrait être revue, sur demande motivée de l'exploitant et après avis de l'inspecteur des installations classées.

### **7.8 – Eaux d'extinction**

Le bassin d'orage destiné à recevoir les eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel est aménagé pour recevoir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Une capacité permanente de stockage de 120 m<sup>3</sup> est aménagée à cet effet. Le bassin peut également servir de rétention tampon en cas de déversement important d'un déchet liquide sur le site.

## **TITRE VII - BRUIT ET VIBRATIONS**

### **ARTICLE 8**

#### **8.1 - Règles de construction et d'exploitation**

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidiennne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

Les installations sont exploitées de façon que les émissions solidiennes ne soient pas à l'origine de valeurs supérieures à celles précisées dans la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement pour les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les opérations de broyage seront réalisées dans les tranches horaires suivantes 8 h à 12 h et 14 h à 18 h 30. Il n'y aura pas d'activité génératrice de bruit le dimanche et jours fériés.

## **8.2 - Véhicules et engins de chantier**

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent respecter la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores (notamment les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué).

## **8.3 - Valeurs limites**

Les émissions sonores des installations ne doivent pas engendrer une émergence (différence entre le niveau du bruit ambiant, établissement en fonctionnement, et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt) supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après en limite de propriété d'habitations occupées par des tiers qui ont été implantées avant la date de signature du présent arrêté.

Niveau de bruit ambiant au point de mesure, incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

## **8.4 - Contrôle**

A la demande de l'inspecteur des installations classées, conformément à l'article 5.5 du présent arrêté, l'exploitant pourra faire réaliser par une personne ou un organisme qualifié une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement, pendant une période de fonctionnement normal des installations. Ces mesures qui se feront aux emplacements choisis en accord avec la dite inspection devront permettre d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence fixées ci-avant. L'organisme chargé d'effectuer ces contrôles devra spécifier dans son rapport d'analyse les conditions de fonctionnement, au cours des mesures, des installations susceptibles d'être à l'origine des principales émissions sonores.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

## **TITRE VIII - PRÉVENTION DES RISQUES**

### **ARTICLE 9**

#### **9.1 - Accessibilité**

Les installations de l'établissement doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les aires de circulation sont maintenues en constant état de propreté, dégagées de tous objets (fûts, emballages...).

#### **9.2 - Canalisations**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes, sectionnables et aussi réduites que possible.

Si elles sont enterrées, elles sont placées dans des gaines ou caniveaux étanches, équipés de manière à recueillir des éventuels écoulements accidentels.

Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosions, chocs, température excessive, tassement du sol...).

Les supports ou ancrages des canalisations doivent être appropriés au diamètre et à la charge de celles-ci. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher que la dilatation n'entraîne des contraintes dangereuses sur les canalisations ou leurs supports.

Les vannes et tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.

#### **9.3 - Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, deux types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type I : zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente,
- une zone de type II : zone à atmosphère explosive, épisodique, de faible fréquence et de courte durée.

#### **9.4 - Comportement au feu des bâtiments**

La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction sont d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Des murs coupe-feu 2 heures sont placés autour des stockages de liquides en fûts et des DTQD de même qu'en séparation des acides, des bases et des produits environnants.

#### **9.5 - Ventilation des locaux à risques d'explosion**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

#### **9.6 - Chauffage des locaux à risques**

Le chauffage éventuel des locaux situés en zones à risques (cf. l'article 9-3 ci-avant) ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage peut être admis, dans chaque cas particulier, s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

#### **9.7 - Connaissance des produits - Etiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231.53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Les produits présentant entre eux des incompatibilités chimiques seront séparés et isolés.

### **9.8 - Protection contre la foudre**

L'ensemble de l'établissement doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 28 janvier 1993 relatif à la protection des certaines installations classées contre les effets de la foudre et à ses circulaires d'application.

En particulier, l'état des dispositifs de protection contre la foudre fera l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

## **ARTICLE 10**

### **10.1 - Installations électriques - Généralités**

Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 pour la basse tension et aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200. pour la haute tension.

Dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion, les canalisations et le matériel électrique doivent être réduits à leur strict minimum, ne pas être une cause possible d'inflammation et être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans les locaux où ils sont implantés.

Ainsi, dans les locaux exposés aux poussières et aux projections de liquides, le matériel est étanche à l'eau et aux poussières en référence à la norme NFC 20.010. Dans les locaux où sont accumulées des matières inflammables ou combustibles, le matériel est conçu et installé de telle sorte que le contact accidentel avec ces matières ainsi que l'échauffement dangereux de celles-ci soient évités. En particulier, dans ces zones, le matériel électrique dont le fonctionnement provoque des arcs, des étincelles ou l'incandescence d'éléments, n'est autorisé que si ces sources de dangers sont incluses dans des enveloppes appropriées.

Dans les zones à risques d'explosion, définies à l'article 8-3 du présent arrêté, les installations électriques sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - J.O. du 30 avril 1980).

En particulier, pour les zones I, elles doivent répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application et pour les zones II, elles doivent, soit répondre aux mêmes dispositions, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont installés à l'extérieur des zones de dangers.

Les transformateurs, contacteurs de puissance sont implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones à risques.

### **10.2 - Electricité statique - Mise à la terre**

En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes (résistance d'isolement inférieure à 100 ohms).

Les matériels constituant les appareils en contact avec les matières, produits explosibles ou inflammables à l'état solide, liquide, gaz ou vapeur, doivent être suffisamment conducteurs de l'électricité afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

### **10.3 - Vérifications périodiques**

Les installations électriques, les engins de manutention et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.

La valeur des résistances des prises de terre est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an.

## **ARTICLE 11 - Matériel de lutte contre l'incendie**

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- un réseau d'eau public ou privé alimentant 2 poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre implanté à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés (NFS 61 213). Ce réseau est capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés (RIA) et à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup>/heure chacun, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62 200) des poteaux ou bouches d'incendie.

En cas de modification ou suppression du réseau d'eau public, l'établissement devra être doté également d'une réserve d'eau et de moyens de pompage permettant

d'alimenter l'ensemble des moyens de lutte contre un incendie (poteaux, RIA...) pendant 3 heures.

- Des systèmes de détection des fumées équipent chacun des bâtiments de stockage. Ces systèmes sont couplés avec des systèmes de noyage des bâtiments à la mousse afin d'éviter tout risque de développement d'un incendie naissant.
- Des trappes de désenfumage à commande électrique débrayables manuellement équipent chaque bâtiment.
- Des détecteurs gaz sont placés dans les zones de stockage des solvants (soit en fûts, soit DTQD).
- Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
- Des produits fixants ou produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de dépotage ou transfert avec des moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

## **ARTICLE 12 Consignes**

### **12.1 - Permis de feu dans les zones à risques**

Dans les zones à risques de l'établissement, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise d'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.



L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu dans les zones à risques de l'établissement doit être affichée en caractères apparents.

### **12.2 - Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer dans les zones à risques ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones à risques de l'établissement ;
- l'obligation du permis de travail pour les zones à risques de l'établissement ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues à l'article prévention des pollutions accidentelles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...

La conservation en bon état de l'affichage de ces numéros d'appel fera l'objet d'une maintenance suivie.

### **12.3 - Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de réglage, de signalisation, de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;

### **12.4 - Formation du personnel à la lutte contre l'incendie**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour assurer la formation du personnel susceptible d'intervenir, en cas de sinistre, à l'usage des matériels de lutte contre l'incendie.

**TITRE X - PUBLICITÉ - NOTIFICATION**

**ARTICLE 13**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Gerzat pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum de un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Puy de Dôme.

**ARTICLE 14 -**

Le présent arrêté sera notifié à la S.A. ONYX ARA et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- M. le maire de Gerzat,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- M. l'ingénieur subdivisionnaire de la DRIRE à Clermont-Ferrand,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur départemental du travail et de l'emploi,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur régional de la CRAM.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution

**POUR AMPLIATION**

**P/Le Préfet, et par délégation:**

*Le Chef de Bureau*

**M.C. BONNAUD**

A Clermont- Ferrand, le **02 JAN. 2001**

**Pour le Préfet  
et par délégation,**  
Le Secrétaire Général,

**Signé: Alain BOYER**

## ANNEXE

- Plan de situation
- Plan de localisation des installations
- Plans des principaux équipements
  - Bâtiment des solides
  - Bâtiment des liquides
  - Bâtiment des DTQD/DMS

Extrait de Carte IGF

échelle 1:25 000ème

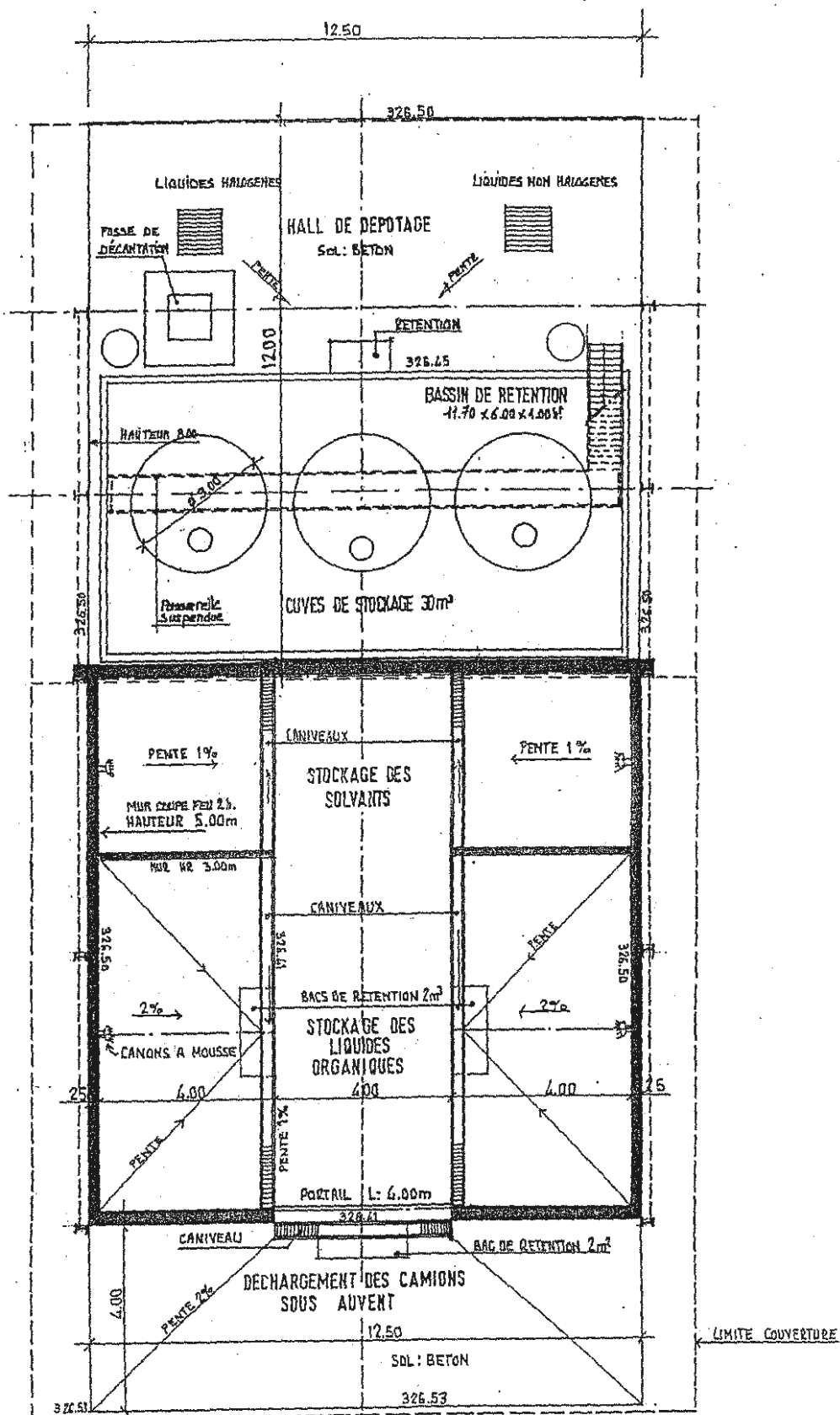
— limites communales  
— cercle issu du ray  
d'affichage  
— terrain ONYX



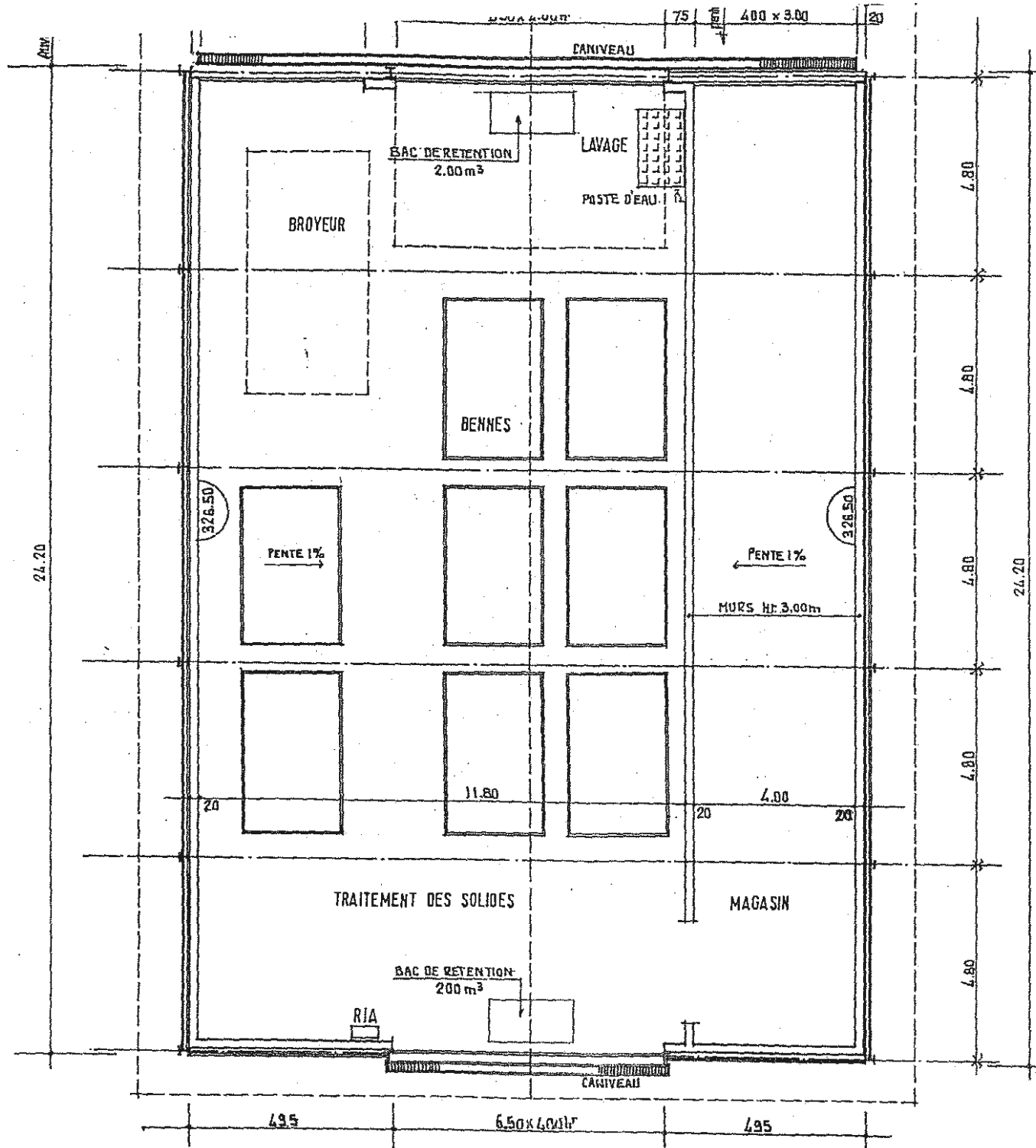
2



REPERAGE DES CHAMPS



BATIMENT DES SOLVANTS  
PLAN



BATIMENT DES SOLIDES  
PLAN

